|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - 1/2 | NOVEMBRE 2018 |
| Craintes pour la sécurité des membres de l’organisation «COPINH» |
| hONDURAS |
| Berta Cáceres / COPINH |

|  |
| --- |
| Berta Cáceres, cofondatrice et dirigeante du Conseil civique d’organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH), a été tuée à son domicile, le 2 mars 2016. Berta Cáceres et le COPINH faisaient campagne contre la construction du barrage hydroélectrique d’Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque, située sur des terres ancestrales des Lencas, dont ils défendaient le droit de donner leur consentement préalable, libre et éclairé.En raison de leur travail sur les droits des peuples autochtones, les territoires et les ressources naturelles, Berta Cáceres et le COPINH ont fait l’objet de menaces à répétition, de tentatives de criminalisation de leur travail, d’agressions physiques et de harcèlement pendant des années.Du fait de sa notoriété, la mort de Berta Cáceres a porté un coup très dur au COPINH et à la communauté des défenseur**·**e**·**s des droits humains en Amérique latine. L’assassinat de Berta Cáceres a envoyé un message très fort aux défenseur**·**e**·**s des droits relatifs aux territoires, à la terre et à l’environnement, visant à leur faire peur et à mettre en doute l’effet dissuasif de la reconnaissance internationale accordée au travail légitime des défenseurs des droits humains.Il est essentiel que le meurtre de Berta Cáceres soit résolu. Cela permettrait de faire clairement savoir que l’impunité ne sera pas tolérée et d’accroître le coût politique associé aux homicides et aux attaques contre des défenseur**·**e**·**s des droits humains. Neuf personnes ont été détenues pour leur implication présumée dans le meurtre de Berta Cáceres. Cependant, les proches de Berta Cáceres ont signalé à plusieurs reprises qu’ils avaient beaucoup de mal à accéder aux dossiers et à participer comme il se doit à la procédure d’enquête. Le procès de huit suspects est en cours. Il s’agit d’un procès très sensible, car certains des suspects sont liés à l’armée et d’autres à l’entreprise Desarrollos Energéticos S.A. (DESA), chargée de la construction du barrage d’Agua Zarca. Nous craignons pour la sécurité des membres du COPINH. En outre, le COPINH et un groupe d’experts internationaux affirment que d’autres personnes pourraient être impliquées dans le crime. Le COPINH a demandé à plusieurs reprises que les enquêtes soient élargies et prolongées au-delà de ce procès. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez **écrire des lettres/messages courtois** en espagnol ou en français **aux autorités du Honduras**.Appelez-les à garantir la sécurité des membres du COPINH, conformément à leurs souhaits et besoins, particulièrement dans le cadre du procès et après le jugement.Engagez-les à reconnaître publiquement (par une déclaration publique par exemple) la légitimité et l’importance du travail du COPINH.Demandez au bureau du procureur général d’étendre son enquête aux personnes soupçonnées d’avoir ordonné le meurtre de Berta Cáceres. |
|  |
| **🡪** Formule d’appel pour **la ministre des Droits humains**: Estimada Señora Ministra, / Madame la Ministre,**🡪** Formule d’appel pour **le procureur général du Honduras**: Estimado Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général, |
|  |
| **🡪** Vous trouverez des **modèles de lettre\*** en français **aux pages 3 et 4.***Malheureusement, aucune adresse postale n'est disponible. Si possible, envoyez vos messages par courrier électronique, Facebook et / ou Twitter. Si cela n’est pas possible, envoyez votre lettre\* par l’ambassade du Honduras.* |

**🡪 Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |
| --- |
| LettreS/MESSAGES courtois À |
| Karla Cueva, **ministre des Droits humains**E-mail : karlacueva144@gmail.com  Karen.lagos@sedh.gob.hn (Adjoint administratif) + Cc à l’ambassade: ambassade@ambhonduras.comFacebook : @sedhHondurasTwitter : @sedhHonduras | Oscar Fernando Chinchilla, **procureur général**Fax : (+ 504) 22215667E-mail : Wallezca@yahoo.com (Adjoint administratif) + Cc à l’ambassade: ambassade@ambhonduras.comFacebook : @MinisterioPublicoHNTwitter : @MP\_Honduras ; @ofchb |
|  |
| c/o-ADRESSE (AMBASSADE) |
| **c/o** Ambassade de la République du HondurasRue Crevaux 8, F-75116 Paris, FranceFax: 00339 - 83 41 76 48 / E-mail: ambassade@ambhonduras.com |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli -2/2 | NOVEMBRE 2018 |
| 28 ans de prison pour un avocat défenseur des droits humains |
| Tadjikistan |
| Bouzourgmekhr Yorov |

|  |
| --- |
| Avocat défenseur des droits humains et prisonnier d’opinion, Bouzourgmekhr Yorov croupit en prison depuis septembre 2015, il ne peut que très peu voir sa famille et ses avocats. Il a été poursuivi et déclaré coupable dans le cadre de quatre affaires pénales différentes sur la base d’accusations d’atteinte à la sûreté de l’État forgées de toutes pièces, ainsi que d’outrage à la cour, d’insulte à des représentants de l’État et d’insulte au «chef de la nation». Il purge actuellement une peine de 28 ans de prison dans la colonie pénitentiaire n° 1 de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, après avoir passé plus de deux ans au centre de détention provisoire n° 1 de la même ville. Ses procès ont été entachés de violations des normes d’équité et il aurait subi des mauvais traitements pendant sa détention, dont des actes de torture. Ces dernières allégations sont très inquiétantes. |

|  |
| --- |
| PROPOSITIONS ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS |
| Veuillez écrire **des lettres courtoises** en anglais ou en français **au procureur général 1 et au ministre de la Justice 2**. |
| **1.)** Priez le **procureur général** instamment de faire le nécessaire pour que Bouzourgmekhr Yorov, qui est un prisonnier d’opinion, soit libéré immédiatement et sans condition.**🡪** Utilisez la formule d’appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général, |
| **2.)** Demandez au **ministre de la Justice**, qu’il fasse le nécessaire pour que, dans l’attente de sa libération, Bouzourgmekhr Yorov soit protégé de la torture et de toute autre forme de mauvais traitements.**🡪** Utilisez la formule d’appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre, |
|  |
| **🡪** Vous trouverez des **modèles de lettre** en français **aux pages 5 et 6.** |

**🡪 Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |
| --- |
| LETTRES COURTOISES À |
| **1.)** Yusuf Rakhmon, procureur généralProsecutor General’s Office126 A. Sino AvenueDushanbe 734043TadjikistanFax : +992 372 21 02 59E-mail : secretariat@prokuratura.tj | **2.)** Rustam Shoemurod, ministre de la JusticeRudaki avenue 25Dushanbe, 734025TadjikistanFax : +992 372 21 80 66 |
|  |
| COPIES À |
| Ambassade de la République du TadjikistanChemin William Barbey 371292 ChambésyFax: 022 734 11 58E-mail: tajikistanmission@bluewin.ch  |

Expéditeur:

**Karla Cueva**

Ministre des Droits humains

**c/o** Ambassade du Honduras

Rue Crevaux 8

F-75116 Paris

France

 Lieu et date :

Sujet: Berta Cáceres / COPINH

Madame la Ministre,

Berta Cáceres, cofondatrice et dirigeante du COPINH, a été tuée le 2 mars 2016. Berta Cáceres et le COPINH faisaient campagne contre la construction du barrage hydroélectrique d’Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque, située sur des terres ancestrales des Lencas.

L’assassinat de Berta Cáceres a envoyé un message très fort aux défenseur**·**e**·**s des droits relatifs aux territoires, à la terre et à l’environnement, visant à leur faire peur. Il est essentiel que le meurtre de Berta Cáceres soit résolu et que l’impunité ne soit pas tolérée.

La sécurité des membres du COPINH est en grand danger. Le COPINH et un groupe d’experts internationaux affirment que d’autres personnes pourraient être impliquées dans le crime.

Cette situation me préoccupe beaucoup et je vous appelle à **garantir la sécurité des membres du COPINH**, conformément à leurs souhaits et besoins, particulièrement dans le cadre du procès et après le jugement.

Je vous demande également de vous engager, Madame la Ministre, à **reconnaître publiquement** (par une déclaration publique par exemple) **la légitimité et l’importance du travail du COPINH**.

De plus, je vous exhorte à vous engager à ce que les enquêtes soient élargies et prolongées au-delà de ce procès.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l’expression de ma haute considération.

Expéditeur:

**Oscar Fernando Chinchilla**

Procureur général du Honduras

**c/o** Ambassade du Honduras

Rue Crevaux 8

F-75116 Paris

France

 Lieu et date :

Sujet: Berta Cáceres / COPINH

Monsieur le Procureur général,

Berta Cáceres, cofondatrice et dirigeante du COPINH, a été tuée le 2 mars 2016. Berta Cáceres et le COPINH faisaient campagne contre la construction du barrage hydroélectrique d’Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque, située sur des terres ancestrales des Lencas.

L’assassinat de Berta Cáceres a envoyé un message très fort aux défenseur**·**e**·**s des droits relatifs aux territoires, à la terre et à l’environnement, visant à leur faire peur.

La sécurité des membres du COPINH est en grand danger. Il est essentiel que le meurtre de Berta Cáceres soit résolu et que l’impunité ne soit pas tolérée.

Le COPINH et un groupe d’experts internationaux affirment que d’autres personnes pourraient être impliquées dans le crime.

Cette situation me préoccupe beaucoup et je vous appelle à **garantir la sécurité des membres du COPINH**, conformément à leurs souhaits et besoins, particulièrement dans le cadre du procès et après le jugement.

Je vous demande également de vous engager, Monsieur le Procureur général, à **reconnaître publiquement** (par une déclaration publique par exemple) **la légitimité et l’importance du travail du COPINH**.

De plus, je vous demande d’**étendre votre enquête aux personnes soupçonnées** d’avoir ordonné le meurtre de Berta Cáceres.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur général, à l’expression de ma haute considération.

Expéditeur:

Yusuf Rakhmon

Procureur général

Prosecutor General’s Office

126 A. Sino Avenue

Dushanbe 734043

Tadjikistan

 Lieu et date :

Sujet: Bouzourgmekhr Yorov

Monsieur le Procureur général,

Bouzourgmekhr Yorov, avocat défenseur des droits humains, est en prison depuis septembre 2015, il ne peut pratiquement pas voir sa famille ni ses avocats. Bouzourgmekhr Yorov est un prisonnier d’opinion.

Il purge actuellement une peine de 28 ans de prison dans la colonie pénitentiaire n° 1 de Douchanbé, après avoir passé plus de deux ans au centre de détention provisoire n° 1.

Ses procès ont été entachés de violations des normes d’équité et il aurait subi des mauvais traitements pendant sa détention, dont des actes de torture. Ces dernières allégations sont très inquiétantes.

Cette situation me préoccupe beaucoup et je vous prie instamment, Monsieur le procureur général, de **faire le nécessaire pour que le prisonnier d’opinion Bouzourgmekhr Yorov soit libéré immédiatement et sans condition**.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le procureur général, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République du Tadjikistan, Chemin William Barbey 37, 1292 Chambésy

Fax: 022 734 11 58 / E-mail: tajikistanmission@bluewin.ch

Expéditeur:

Rustam Shoemurod

Ministre de la Justice

Rudaki avenue 25

Dushanbe, 734025

Tadjikistan

 Lieu et date :

Sujet: Buzurgmekhr Yorov

Monsieur le Ministre,

Bouzourgmekhr Yorov, avocat défenseur des droits humains, est en prison depuis septembre 2015, il ne peut pratiquement pas voir sa famille ni ses avocats. Bouzourgmekhr Yorov est un prisonnier d’opinion.

Il purge actuellement une peine de 28 ans de prison dans la colonie pénitentiaire n° 1 de Douchanbé, après avoir passé plus de deux ans au centre de détention provisoire n° 1.

Ses procès ont été entachés de violations des normes d’équité et il aurait subi des mauvais traitements pendant sa détention, dont des actes de torture. Ces dernières allégations sont très inquiétantes.

Cette situation me préoccupe beaucoup et je vous demande, Monsieur le Ministre, de faire le nécessaire pour **que, dans l’attente de sa libération, Bouzourgmekhr Yorov soit protégé de la torture et de toute autre forme de mauvais traitements**.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République du Tadjikistan, Chemin William Barbey 37, 1292 Chambésy

Fax: 022 734 11 58 / E-mail: tajikistanmission@bluewin.ch